

De la conversation à la coproduction : quand les chercheurs universitaires et les acteurs du patrimoine se penchent sur l'histoire de Montréal

Le Parlement de Montréal (1844-1849)

Entre histoire et archéologie, explorer la complexité d'un site grâce au numérique

Lors du congrès de juin 2019 à Vancouver, le Laboratoire d'histoire et de patrimoine de Montréal (LHPM) de l'UQAM a organisé une séance réunissant des communications témoignant d'expériences de recherche partenariales de l'équipe. Chercheurs universitaires et acteurs du patrimoine y ont présenté des projets qu'ils ont pilotés. Leurs présentations rendent compte de l'importance accordée à la mobilisation du numérique et au développement de ses potentialités pour la recherche et la diffusion. Ancrées dans le tournant géospatial, les initiatives numériques du LHPM ont notamment mis sur les systèmes d'information géographique historique (SIG-H). Les présentations ont permis de découvrir la polyvalence des SIG-H pour l'analyse et la visualisation grâce à la cartographie interactive.

Joanne Burgess, Département d'histoire, UQAM



(ci-dessus) Sceau ou étampe marquée « LEGISLATIVE ASSEMBLY CANADA » provenant du Parlement de Montréal, symbole probable de l'adoption du principe du gouvernement responsable à compter de 1848. Ce sceau serait le tout premier symbole officiel du gouvernement canadien, créé en 1849. Source : Pointe-à-Callière, collection Ville de Montréal.

Peu après la création de la province du Canada en 1841, Montréal en devient la capitale de 1844 à 1849. Pendant cette courte période, on assiste à une transformation profonde et complexe du monde politique, notamment par le réarrangement du pouvoir au sein de l'Empire et par le passage d'un système colonial à un État libéral moderne.

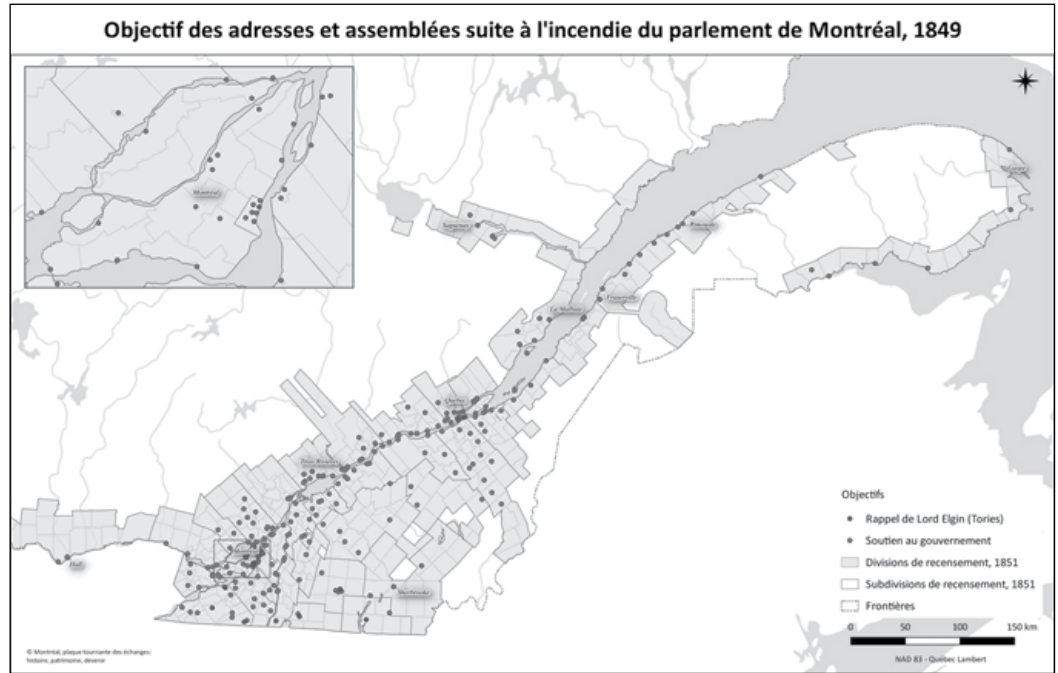
La complexité de ce monde en mutation se reflète dans le site archéologique du Marché Sainte-Anne et Parlement du Canada-Uni. Celui-ci constitue un repère important dans l'histoire de Montréal et du Canada au milieu du 19^e siècle, depuis la construction du marché en 1832, sa transformation en hôtel du Parlement en 1844, son incendie en 1849 puis aux suites données à cet événement.

Pour revisiter l'évolution et le rôle de ce lieu, le projet de recherche combine, dans le cadre du partenariat Montréal, plaque tournante des échanges : histoire, patrimoine, devenir, les recherches archéologiques entreprises de 2010 à 2019 par Pointe-à-Callière de même que des recherches historiques. Ce partenariat a permis d'explorer de nombreux axes de recherche et d'élaborer des outils d'analyses numériques performants, et ainsi d'analyser les transformations du site dans son écosystème politique, urbain et social de l'époque selon trois échelles spatiales : la province, la ville et le site lui-même.

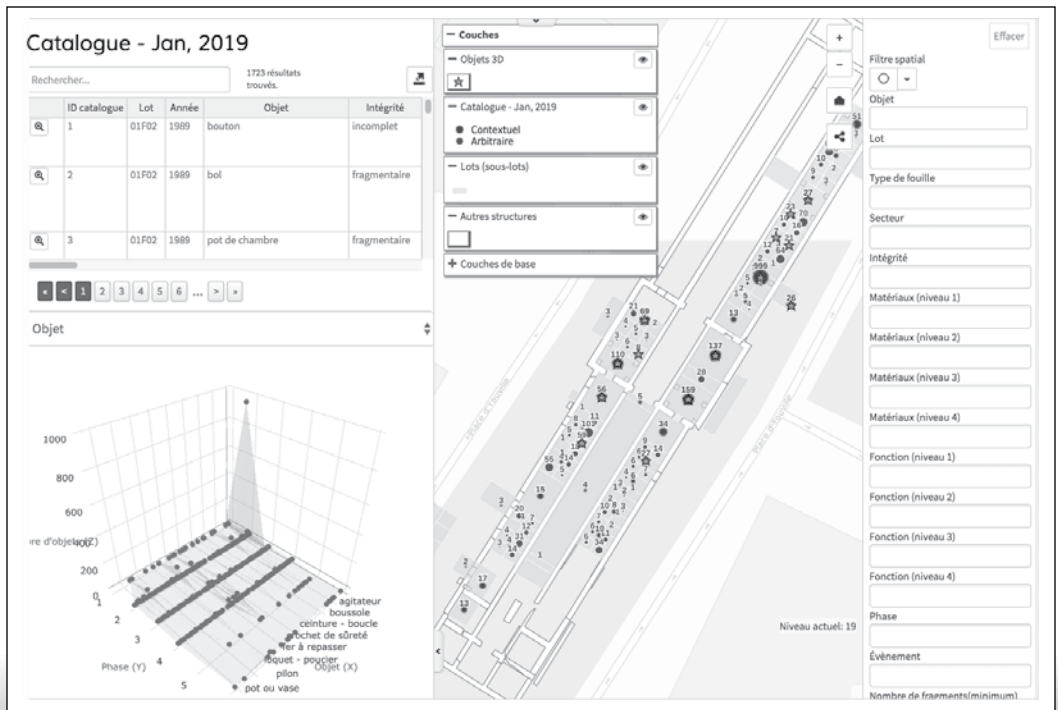
À l'échelle de la province

Sur le plan archéologique, l'incendie du Parlement est un moment marquant dans l'histoire du site. Il a laissé des traces matérielles d'une rare éloquence. En fuyant l'édifice en flammes, les parlementaires et le personnel sur place le soir du 25 avril 1849 ont abandonné derrière eux non seulement leurs effets personnels, mais aussi une quantité d'objets de nature officielle et gouvernementale. Enfouies sous les débris de démolition du bâtiment, ces pièces constituent désormais une opportunité unique de lever le voile sur certaines activités, sur certains modes d'opération de l'institution politique. Plusieurs objets emblématiques ont été trouvés par les archéologues, comme des livres brûlés provenant des bibliothèques de l'Assemblée et du Conseil législatif ainsi que l'étau en métal cuivreux de l'Assemblée législative.

Historiquement, un aspect majeur de cet épisode politique a longtemps été occulté, soit la tenue, aux lendemains de l'incendie, d'une campagne massive d'adresses et d'assemblées publiques organisée à l'échelle de la province et orchestrée par les autorités. Tout en dénonçant les activités tories, on amène la population à soutenir le « gouvernement responsable » – un repartage des pouvoirs au sein de l'Empire – et jurer fidélité à la Reine Victoria. L'envie de cette campagne est restituée au moyen d'une base de données qui s'affiche sur une carte géoréférencée à l'échelle du territoire.



(ci-dessus) Cartographie des objectifs des adresses et assemblées à la suite de l'incendie de 1849. Source : LHPM, Kim Petit et Laura Barreto, 2018. (ci-dessous) Répartition des artefacts sur le site archéologique du Parlement. Source : LHPM, Kim Petit et Laura Barreto, 2018.



À l'échelle de la ville

Le choix de Montréal comme capitale a eu un impact décisif sur le profil intellectuel de la ville et sur les services publics. L'arrivée de personnel de soutien, d'employés de bureaux, de traducteurs, de juristes et autres professionnels s'est matérialisée sur le site par une abondance d'objets liés au monde de l'écriture (encriers, lunettes, etc.).

La cartographie numérique des différents services reliés au monde de l'imprimerie, des librairies, de l'hôtellerie et autres institutions ouvre de nouvelles perspectives pour comprendre l'impact des activités gouvernementales dans le développement de Montréal. L'annuaire MacKay de 1848 couplée au rôle d'évaluation foncière de 1851 a permis une localisation précise de ces commerces et institutions. Celles-ci ont ensuite été positionnées sur la carte de James Cane de 1846, ce qui permet de saisir la concentration et la répartition de certains services dans le centre politique et économique de Montréal en ce milieu du 19^e siècle.

À l'échelle du site

Plusieurs aspects de la vie parlementaire ont été mis en évidence au cours des fouilles archéologiques sur le site du Parlement. Le caractère monumental du bâtiment (103 m de long), la quantité et l'intégrité des vestiges (315 000 artefacts et écofacts) abandonnés sur place font de ce site un rare exemple de lieu de pouvoir ayant

marqué l'histoire canadienne, aussi bien préservé et accessible aux chercheurs dans sa matérialité et ses multiples symboliques. L'équipe de Pointe-à-Callière, en collaboration avec le Laboratoire d'histoire et de patrimoine de Montréal, a développé un outil d'analyse sous la forme d'une base de données numérique, géoréférencées, où tous les artefacts provenant de chacune des couches du site peuvent être étudiés – matériaux et fonctions des objets –, comparés et mis en perspective de manière à reconstituer des occupations de l'espace et des fonctions particulières à l'intérieur du bâtiment.

Conclusion

Le Parlement de Montréal est le seul Parlement de l'époque de la pré-Confédération à avoir fait l'objet de fouilles archéologiques au Canada. L'ampleur des découvertes, l'état de conservation des vestiges, la richesse de la portée historique des données qui s'y rapportent, méritent amplement les efforts de recherches multidisciplinaires qui y ont été menés au cours de la dernière décennie, ouvrant sur des perspectives innovatrices d'interprétation des données.

Louise Pothier, archéologue, Pointe-à-Callière ; Alain Roy, historien, Laboratoire d'histoire et de patrimoine de Montréal ; et Hendrik Van Gijseghem, archéologue, Pointe-à-Callière

Comprendre et visualiser le passé portuaire du canal de Lachine

Berceau de l'industrialisation du pays, lieu de luttes marquantes de la classe ouvrière canadienne, raison d'être de l'émergence des quartiers ouvriers le bordant, le canal de Lachine a fait l'objet de maintes études de la part de la communauté historique. À juste titre, avec une aussi impressionnante historiographie, une question se pose : y a-t-il encore quelque chose à raconter sur le passé du canal ? À cette interrogation, sans conteste, la réponse est oui. Car, outre la réinterprétation nécessaire de pans entiers de son histoire, au moins un rôle essentiel du canal – soit celui d'être un prolongement du port de Montréal – n'avait jusqu'ici fait l'objet d'aucune étude approfondie.

En mettant sur pied un projet commun, les historiens universitaires et les professionnels du patrimoine travaillant pour Parcs Canada au sein du Laboratoire d'histoire et de patrimoine de Montréal (LHPM) ont entrepris une immense tâche : celle de connaître, mettre en valeur et communiquer au public ce pan de l'histoire du canal. Le projet de recherche intitulé *Le corridor du canal de Lachine : au cœur des échanges et des transports*, subventionné par le CRSH, constitue l'un des angles de recherche de cette mise en commun.

Avec des traces de ce passé portuaire ponctuant les 14 kilomètres du canal, il a fallu prioriser et baliser le champ d'études de cette histoire. C'est en raison de son historicité, de la densité et de la diversité de ses activités d'entreposage et de transbordement que le secteur compris entre les écluses de Montréal et celles de Saint-Gabriel a été retenu. Véritable terminus portuaire du canal, ce secteur compte plusieurs bassins latéraux nécessaires au transbordement des marchandises ainsi que des lieux tantôt fermés tantôt ouverts pour les entreposer.

Pour les fins d'une analyse plus détaillée, les années 1880, 1890, 1913, 1950 et 1964 ont été sélectionnées tant parce qu'elles correspondent à des moments charnières de cette histoire portuaire qu'en raison de la disponibilité de sources cartographiques. Afin que chacune d'entre elles remplisse pleinement son rôle d'année-indice, il a fallu identifier les occupants des bâtiments, la nature de leurs activités ainsi que le type d'espace qui leur était dévolu. Pour ce faire, un recours systématique aux cartes et plans d'assurance-incendie, aux rôles d'évaluation et aux feuilles de route de la Ville de Montréal, aux inscriptions dans les répertoires urbains de Lovell ainsi qu'à d'autres

ACTIVITÉS PORTUAIRES DU CANAL DE LACHINE



Infobulle sur les activités portuaires du canal de Lachine, 1913, tiré de SCHEMA, 2019. LHPM

sources primaires et aux études fournies par Parcs Canada a prévalu.

Pour circonscrire le champ de recherche, les espaces d'entreposage n'étant pas reliés au transbordement le long du canal furent écartés de l'étude, et les autres occupants furent répartis selon leur secteur d'activité principale. Afin de faciliter leur analyse géospatiale et leur visualisation sur SCHEMA – plateforme développée par le LHPM –, les représentations cartographiques des espaces dévolus à chaque activité ont été couplées à des infobulles (*pop-up*) fournissant des informations sur leurs occupants. Pour en faciliter la visualisation, on a entrepris une vaste recherche iconographique afin de relier une image pertinente aux données des occupants.

À titre d'exemple, cette illustration (ci-dessus) permet d'identifier les lots et les bâtiments d'intérêt par secteur pour l'année 1913 et de mieux mesurer spatialement autant l'ampleur de l'activité portuaire que les principales marchandises entreposées. Grâce aux infobulles, l'utilisateur de cette application numérique peut pousser plus loin son analyse et vérifier, par exemple, quelles sont les caractéristiques de l'espace d'entreposage occupé.

Tout aussi prometteuse, la consultation des cinq années de l'analyse permet d'effectuer une étude longitudinale. Ainsi pour le blé et la farine, on observe en 1880 la présence de trois pôles d'entreposage. Le premier est situé à l'ouest, près des écluses Saint-Gabriel, et le deuxième sur la rue Mill. Si leur présence respective dans SCHEMA est due à l'activité d'entreposage de minoteries, le dernier pôle situé près du bassin à farine la doit

Quoi qu'il en soit, même à ce stade préliminaire, les résultats obtenus s'avèrent extrêmement prometteurs sur le plan de l'avancement des connaissances et de la mise en valeur des données.

quant à lui aux activités d'entreprises de transbordement et d'entreposage. En 1890, il n'y a aucun changement majeur. Il va tout autrement pour 1913 alors que l'on constate l'émergence de deux nouveaux pôles, le premier correspondant au silo n° 5 actuel et le second avoisinant l'immense bassin latéral Wellington. En 1950, on constate tant la disparition du pôle des écluses Saint-Gabriel que de celui des bassins à farine. Enfin en 1964, si la navigation commerciale a cessé au canal de Lachine, celle de transit se poursuit. Tant et si bien que le nombre de pôles demeure stable.

Compte tenu de la richesse de l'information, de la dynamique complexe à l'œuvre et de la contribution du matériel visuel récemment ajouté, une grande partie de l'analyse n'est pas encore terminée. Quoi qu'il en soit, même à ce stade préliminaire, les résultats obtenus s'avèrent extrêmement prometteurs sur le plan de l'avancement des connaissances et de la mise en valeur des données. Nul doute que tant les visiteurs que les amateurs d'histoire y découvriront avec plaisir le riche et passionnant passé portuaire du canal.

Alain Gelly, Historien Parcs Canada et Joanne Burgess, Département d'histoire, UQAM

Perspectives nouvelles en histoire des médias d'Europe et d'Amérique

De nationalité française, j'ai deux activités principales : Conservateur et chercheur.

J'exerce comme conservateur à La Contemporaine¹, qui est un établissement relativement original dans le paysage de la recherche historique en France. En effet, il présente la particularité d'être à la fois bibliothèque, centre d'archives et musée, consacré à l'histoire des mondes contemporains, c'est à dire des XXe et XXIe siècles. L'établissement est hébergé sur deux sites distincts : la partie archives et bibliothèque se trouve sur le site de l'Université Paris-Nanterre, située près de Paris, tandis que la partie Musée se trouve à l'Hôtel des Invalides, dans Paris. Un nouvel équipement est actuellement en construction, à Nanterre, pour réunir l'ensemble des collections.

Je suis également chercheuse en sciences sociales et rattachée au Centre Marc Bloch de recherches en sciences sociales de Berlin, en Allemagne. Mes travaux portent plus précisément sur la question de la construction d'une identité européenne *via* les médias. J'enquête sur la chaîne de télévision franco-allemande à vocation européenne ARTE², dont le siège est en France à Strasbourg.

Dans ce cadre, Olivier Côté³, Ph. D., présentant lui aussi la double casquette de chercheur et de conservateur – il est historien et exerce au Musée Canadien de l'Histoire – m'a invitée à présenter mes travaux au congrès de la Société Historique du Canada, qui s'est tenu cette année à Vancouver. Le panel qu'il a animé s'inscrit dans la lignée de ses recherches et s'intitule « Perspectives nouvelles en histoire des médias d'Europe et d'Amérique ». Mon intervention s'est intitulée : « Porter à l'écran l'histoire de l'Europe et des relations franco-allemandes, des années 1980 à nos jours : sources et images mobilisées par la chaîne de télévision franco-allemande à vocation européenne ARTE ».

« La télévision, c'est de l'image », répétait à l'envi un des acteurs de la chaîne, en conférence de rédaction d'une émission diffusée sur ARTE. Si cette phrase peut sembler un pléonasmе, elle ne l'est guère : en effet, comme me l'expliquèrent les acteurs, elle insiste sur le fait que les modes de monstration à l'écran, les images, les effets visuels, les visages des présentateurs portant un message était aussi importants que le message en lui-même. Après avoir publié des résultats de mes travaux portant sur la coopération

¹ www.lacontemporaine.fr

² <https://www.arte.tv/fr/>

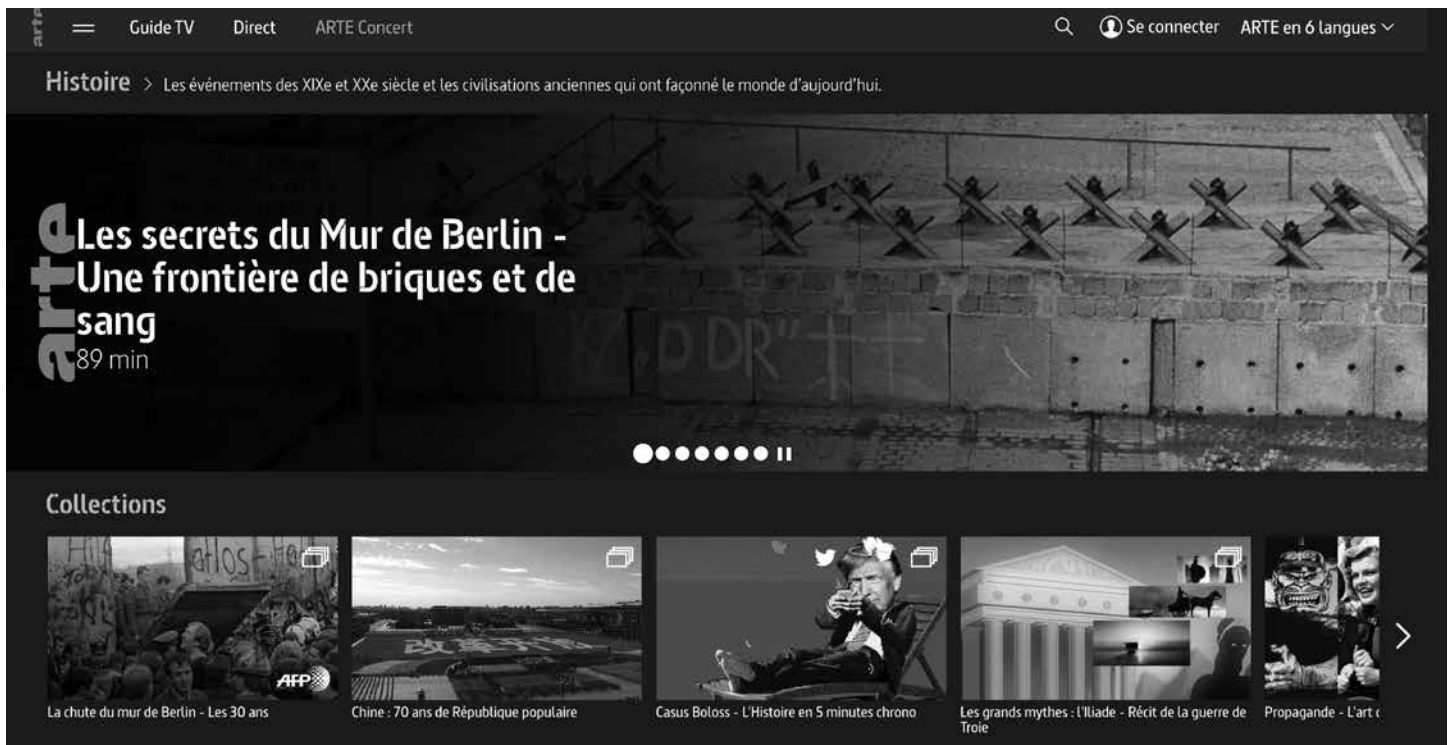
³ Il a notamment publié un ouvrage issu de sa thèse de doctorat, intitulé *Construire la nation au petit écran. Le Canada, une histoire populaire de CBC/Radio-Canada (1995-2002)*, Québec, Septentrion, 2014, 446 p.

entre partenaires français et allemands à l'intérieur de la chaîne, d'un point de vue organisationnel, j'ai souhaité déplacer la focale dans le cadre de mon intervention lors de la réunion annuelle de la Société Historique du Canada de 2019 : j'ai ainsi livré une réflexion sur « la mise en ondes », c'est-à-dire sur les images, la mobilisation des sources par la chaîne, les effets à l'écran. Il ne s'agissait pas de proposer une analyse de la réception des programmes à vocation historique, auprès des téléspectateurs ou des médias, mais de tenter de développer une analyse d'images dans une perspective sémiologique, des formats de programmes, de l'iconographie, des dispositifs et modes de présentation por-



Reportage Arte Les Mercredis de l'Histoire Le Génocide Arménien

tés à l'écran, à partir d'un corpus constitué d'affiches, de bandes annonces, de dossiers de presse, de pages d'accueil pour le format web, qui présentent les programmes et annoncent leur diffusion. Ces derniers sont choisis dans la mesure où ils donnent à voir une histoire de l'Europe et des relations franco-allemandes, et dont la conception est à l'initiative soit des partenaires allemands, soit des partenaires français, la coopération étant, paradoxalement, relativement complexe à mettre en œuvre entre les acteurs des deux pays pour l'élaboration de ces émissions, alors même que le média a pour mission de donner à voir la coopération, l'avenir en commun des peuples au sein d'une Europe en construction. Dans ce contexte de coopération complexe, quelles images et quels programmes ont été élaborés pour donner à voir l'histoire de l'Europe et de la coopération franco-allemandes ? La provenance du programme, de l'un ou de l'autre côté du Rhin, a-t-elle un impact sur ceux-ci ?



J'ai proposé deux parties à mon analyse : j'ai d'abord tenté de montrer que dans une première période de l'existence de la chaîne, des années 1980 jusqu'aux années 2000 environ, l'histoire est présentée sous l'angle des conflits mondiaux du XXe siècle, *via* des documentaires d'auteurs porteurs d'un regard et d'une interprétation subjectifs sur la période. L'exemple portant cette analyse est la série documentaire *Les mercredis de l'histoire*, élaborée par la partie française. Les documentaires y sont conçus comme des œuvres de création, dotés d'une esthétique propre, proche de celle du long métrage et puisant leur source dans des films et des images d'archives originales souvent inédites.

La présentation à l'écran privilégie les aspects scientifiques, didactiques et pédagogiques, dont le sérieux est garanti par un historien contemporain, présentateur de l'émission. L'ambition française est d'apporter au public des connaissances pour elles-mêmes, sur les relations franco-allemandes et la question européenne, indépendamment de tout contexte ou prescription : un universitaire français, Alexandre Adler, enseigne l'histoire, face caméra et *ex cathedra*, au téléspectateur-apprenant, à partir de sujets choisis sans contrainte organisationnelle particulière. Le but est d'ouvrir l'esprit du téléspectateur. En somme, la vision française des relations franco-allemandes et de la question européenne se base d'abord sur la période du XXème siècle et se concentre sur la guerre, par le biais d'images même éprouvantes à regarder, comme celles par exemple de la solution finale.

Dans un second moment, des années 2000 à nos jours, s'ouvre une seconde période, que j'ai intitulée « l'histoire vue par ARTE : de la guerre au rapprochement franco-allemand, de la réconciliation à une Europe vertueuse ? » En effet, le contexte politique évolue en Europe et les responsables politiques cherchent davan-

tage à asseoir la légitimité de l'Europe institutionnelle auprès de la population et demandent à ARTE d'être l'un de ses relais.

Ces éléments entraînent concrètement la recherche du consensus entre les deux parties, française et allemande, sur la façon de donner à voir l'histoire. Nous prenons comme objet d'analyse deux séries documentaires produites par la ZDF, deuxième chaîne du service public de télévision allemande : *Geliebte Feinde/ Chers ennemis* et *Ach, Europa !/ L'Europe, quelle histoire !*, qui changent de registre concernant les images, les modes de présentation et les sources proposées à l'écran. Le présentateur universitaire, qui s'adressait aux téléspectateurs face caméra, dans les années 1990, laisse place dans les années 2010 à deux comédiennes humoristes, une allemande et une française, qui animent plutôt qu'elles ne présentent les numéros : des couleurs vives, des effets visuels, des déguisements, un ton humoristique, des jeux de mots caractérisent leur mode de présentation. Cela se traduit à l'écran par une certaine forme d'homogénéisation du récit et des images, l'élaboration d'une histoire-spectacle conçue pour rajeunir le public, la transformation du téléspectateur-apprenant en un téléspectateur adepte de programmes distrayants, qui seraient plus efficaces que le mode professoral pour toucher et instruire le public.

Aline Hartemann, congressiste à la réunion annuelle de la Société Historique du Canada de 2019, University of British Columbia, Vancouver, consacrée aux Conversations à travers le temps, l'espace et les cultures. Panel : « Perspectives nouvelles en histoire des médias d'Europe et d'Amérique ».